Veille Coronavirus du SER de Londres

Semaine du 17 au 23 juillet 2020

1. Evolution épidémiologique

Au 22 juillet à 16 heures, 10 375 459 tests ont été effectués, dont 142 559 le 22 juin. 296 377 se sont révélés positifs.

Au 22 juillet à 16 heures, 45 501 des personnes qui ont été testées positives pour le coronavirus sont décédées.

2. Mesures nouvelles de soutien économique

Le revenu des ménages britanniques (hors retraités) aurait diminué de 4,5 % entre 2019-20 et mai 2020 - Selon une [étude](#) de la *Resolution Foundation*, l'ampleur de la chute est un record depuis 1975 et aurait ramené les revenus des ménages à leur niveau de 2006-07. Le salaire typique mensuel britannique serait passé de 1 858 £ en février avant le début de la crise (croissance annuelle de 2,1 %) à 1 795 £ en mai (croissance annuelle de - 1,5 %). La perte de revenu n'a pas été linéaire dans la population britannique : 80 % des individus dans le quartile inférieur de la distribution des revenus auraient vu leur revenu réel augmenter, grâce à l'augmentation des allocations sociales. Au contraire, près de 50 % de la moitié supérieure de la distribution auraient vu leur revenu diminuer, en raison de la hausse du chômage partiel et de la chute des heures travaillées. 10 % des individus du quartile supérieur auraient vu leur revenu se contraindre de 30 %.

Selon la dernière [enquête](#) de l'ONS, 92 % des entreprises seraient en activité au 12 juillet, contre 86 % au 14 juin. 79 % des entreprises interrogées ont eu recours au dispositif de chômage partiel (*Coronavirus Job Retention Scheme*), mais seulement 18 % de la main d'œuvre y était encore placée au 12 juillet (contre 22 % au 28 juin et 30 % au 31 mai). Parmi les entreprises en activité, 41 % ont indiqué qu'elles disposaient de moins de 6 mois de liquidité et 4 % étaient à court de liquidité. 12 % des entreprises ont diversifié leur offre de produits ou services en réponse à la crise.

Tableau des recours aux dispositifs du gouvernement :

Allocations sociales	
Universal Credit (allocations sociales)	Plus de 2,5 M d'inscriptions au <i>Universal Credit</i> du 16 mars au 23 juin
Chômage partiel	
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	9,5 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 19 juillet pour un coût de 29,8 Md£. Plus de 1,2 million entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	2,7 M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 7,8 Md£
Prêts garantis par le gouvernement	
CCFF	18,7 Md£ accordés à plus de 68 entreprises au 22 juillet
CBILS	12,2 Md£ accordés au 19 juillet à plus de 55 600 entreprises
CLBILS	2,89 Md£ accordés au 19 juillet à 430 entreprises
Bounce Back Loans	32,79 Md£ accordés à plus d'un million d'entreprises au 19 juillet
Future Fund	470 M£ de prêts accordés à 465 entreprises

3. Impact économique et financier

Près de 41 Md£ ont déjà été engagés dans le cadre des quatre programmes de prêts mis en place par le gouvernement - Les banques ont, à ce jour, prêté 10,5 Md£ à 50 482 entreprises dans le cadre du programme de prêts pour interruption d'activité (CBILS) et 2,1 Md£ dans le cadre du programme de prêts pour pertes d'exploitation qui s'adresse aux grandes entreprises (LCBILS). Les prêts les plus importants concernent les TPE qui ont obtenu plus de 28 Md£ dans le cadre des Bounce Back loans pour lesquels les demandes continuent d'augmenter fortement malgré l'assouplissement des restrictions. 2 Md de Bounce Back loans ont été délivrés sur la seule semaine dernière, le nombre total d'entreprises ayant utilisé ce programme s'élevant à plus de 921 000. Les Bounce Back loans qui permettent d'obtenir jusqu'à 50 000 £ avec une garantie à 100 % du gouvernement pourraient cependant ne pas être remboursés pour près de la moitié d'entre eux selon la BoE. Par ailleurs, certaines banques relèvent déjà des cas de fraudes, notamment relatifs à l'achat de biens immobiliers ou de voitures via ce prêt. Quant aux start-ups, le Future Fund est proche de son objectif initial de 250 M£ avec 236 M£ déjà accordés au cours de son premier mois d'application à 252 entreprises. Mais avec 623 demandes enregistrées, le programme pourrait être augmenté. Selon la British Business Bank qui administre le programme, les fonds du Future Fund ont, pour moitié, été prêtés à des entreprises ayant leur siège à Londres, ce qui montre le nombre de groupes technologiques regroupés dans et autour de la capitale.

L'emprunt net du secteur public a augmenté à 55,2 Md£ en mai, contre 48,5 Md£ en avril - Les besoins de liquidité du gouvernement, la mesure préférée de l'ONS basée sur les dépenses et recettes actuelles plutôt que sur des estimations, a par contre légèrement diminué, s'établissant à 62,7 Md£ contre 63,3 Md£ en avril. Ils reflètent une baisse de 44,5 % des recettes fiscales et une hausse de 45,6 % des décaissements en glissement annuel. Les besoins de liquidité des deux premiers mois de l'année fiscale 2020-21 (avril et mai) ont été plus importants que ceux des 10 dernières années fiscales, portant la dette nette britannique à 100,9 % du PIB en mai, au-dessus des 100 % pour la première fois depuis les années 1960. Ils devraient se réduire durant les prochains mois, alors que les subventions aux PME ont été versées et que les contributions du gouvernement au chômage partiel vont diminuer progressivement jusqu'à fin octobre.

4. Analyse sectorielle / entreprises

L'impact du Covid-19 doit être mieux pris en compte dans les états financiers des entreprises – Après avoir évalué les états financiers intermédiaires et annuels de 17 entreprises (pour l'année fiscale se terminant en mars 2020), le superviseur du secteur de l'audit (FRC) a estimé qu'il y avait une marge d'amélioration pour la prise en compte du Covid-19 dans les évaluations de continuité d'exploitation (« *going concern* ») des entreprises. Si les entreprises ont fourni des informations concernant l'impact du Covid-19 sur leurs futures activités, certains rapports intermédiaires auraient dû être plus détaillés. Le FRC a conseillé aux entreprises, sur la base de la guidance publiée le 26 mars, d'expliquer et d'étayer les hypothèses retenues lors de la préparation des prévisions, et de fournir, compte tenu du niveau actuel d'incertitudes, des analyses de sensibilité autour de celles-ci. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation de la continuité d'exploitation doivent par ailleurs être compatibles avec celles utilisées dans le reste des états financiers.

Le Royaume-Uni se dote de sa première banque dédiée aux agriculteurs - La *Oxbury Bank*, qui doit être lancée à l'automne, détiendrait déjà, selon ses fondateurs, plus de 50 M£ de prêts qu'elle souhaite allouer en priorité à des prêts à court terme pour des grands exploitants de cultures arables et aux producteurs laitiers. Elle proposera également des comptes d'épargne aux consommateurs pour financer les prêts, une facilité de crédit renouvelable pour financer les fonds de roulement et des prêts à terme pour répondre aux problèmes de trésorerie saisonniers et pluriannuels. Les cofondateurs d'*Oxbury* sont James Farrar, ancien dirigeant de la chambre de compensation *ClearBank*, Nick Evans, fondateur de la société de technologie agricole *Adaptris*, et Timothy Coates, de la *Financial Conduct Authority*. *Hutchinsons*, spécialiste de la production végétale, et *Frontier Agriculture*, un groupe de production végétale et de commercialisation des céréales (association de l'*Associated British Foods* et *Cargill*) sont bailleurs de fonds. *Oxbury* compte 40 employés et vise un chiffre d'affaire d'1 M£ d'ici 5 ans.